

Où en est-on en France de la critique du nucléaire ? Quels enseignements tirer de plus de 30 ans de contestation de cette technologie ? Quelles ont été les stratégies de « gouvernement de l'opinion » déployées par les industries de l'atome ? Et comment penser les nouvelles techniques rhétoriques et managériales que ces dernières promeuvent aujourd'hui avec pour mots d'ordre la « participation », la « transparence » et la « responsabilité » ? Contretemps s'entretient avec Sezin Topçu, qui vient de signer une thèse sur « L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome ».

Contretemps - Dans votre thèse, vous avez proposé une histoire longue de la critique antinucléaire en France. Pouvez-vous en présenter ici les grandes lignes ?

Je me suis intéressée à la trajectoire du mouvement antinucléaire français depuis les années 1970 pour comprendre comment il s'est transformé, affaibli puis renouvelé au cours du temps, et ce dont il est désormais porteur – étant donné que le problème nucléaire ne cesse de se poser, à divers niveaux, qu'il s'agisse d'accidents, de déchets, de prolifération ou de destruction des écosystèmes.

Je voudrais rappeler que, dans les années 1970, le mouvement antinucléaire français était l'un des plus forts d'Europe. C'était un mouvement très riche, en termes d'acteurs mobilisés, mais aussi de répertoires d'action. Des centaines de collectifs locaux étaient constitués pour empêcher la nucléarisation de leur commune, au Bugey, à Fessenheim, à Nogent, à Golfech, à Flamanville, à Plogoff... un peu partout. De nombreux groupes environnementaux et écologistes nationaux et internationaux, comme les Amis de la Terre ou Survivre, ont vu le jour pendant la même période. Les manifestations antinucléaires rassemblaient souvent des dizaines de milliers de personnes. C'était même bien plus, à Creys-Malville notamment. À Malville, plus de cent mille personnes s'étaient réunies pendant l'été 1977 pour dire non au surgénérateur Superphénix ! Des milliers de scientifiques avaient aussi pris une position très critique vis-à-vis de l'énergie nucléaire. Un appel des scientifiques contre le programme électronucléaire de 1974 (qui prévoyait la construction de 200 réacteurs jusqu'à l'an 2000 : on n'en est qu'à 58 aujourd'hui et cela suffit à faire de la France le pays le plus nucléarisé au monde !), cet appel donc, lancé au Collège de France en 1975, avait réuni 4 000 signatures.

Les syndicats, notamment la CFDT, étaient également très actifs. C'est d'ailleurs une particularité du mouvement antinucléaire français que d'avoir un syndicat de l'énergie atomique s'opposant à cette même énergie pendant cette période ! C'est plus nuancé, bien sûr. La CFDT n'a pas pris une position résolument antinucléaire, elle ne le pouvait pas vraiment, sinon elle perdait toute sa base. Par contre, elle a joué un rôle central au sein du mouvement, en tant que contre-expert, en apportant des informations de première main sur les problèmes de sûreté des réacteurs nucléaires par exemple. Elle a aussi largement dénoncé les risques subis par les travailleurs, à l'usine de La Hague en particulier. Pendant cette période, dans certaines régions comme en Rhône-Alpes, les élus locaux se sont aussi massivement mobilisés contre les projets de centrale. Les causes de l'engagement des uns et des autres contre le programme nucléaire étaient extrêmement diverses. Pour certains, c'était avant tout un refus du capitalisme, de la société de consommation, de la religion de la croissance. D'autres s'opposaient au nucléaire parce qu'ils considéraient qu'il mènerait à une société centralisée, autoritaire, policière. Pour d'autres encore, ce qui posait problème en premier lieu, c'était l'ampleur des risques, le risque d'accident majeur, le risque de prolifération, le problème des faibles doses, le problème des déchets.

Mais cette dynamique contestataire va subir, assez rapidement, d'importantes transformations. D'abord, les contradictions et les clivages propres aux différentes composantes du mouvement, ensuite la répression policière, vont jouer un rôle important dans l'essoufflement des mobilisations. Et ce dès 1977, à la suite des événements tragiques de Malville où un militant antinucléaire trouve la mort et des centaines de personnes sont blessées. La répression de l'État va dès lors durablement marquer les esprits. Un autre élément qui oriente indéniablement la trajectoire du mouvement antinucléaire est la victoire de la gauche. Paradoxalement, l'arrivée de Mitterrand au pouvoir en 1981 sera « *catastrophique* » pour le mouvement antinucléaire. Après avoir récupéré les votes écologistes, le PS revient rapidement sur ses promesses préélectorales. Alors qu'il promettait un moratoire sur toute nouvelle construction de centrale, il va finalement poursuivre le développement de l'énergie nucléaire à un rythme soutenu. Il signe également l'extension de l'usine de La Hague, ouvrant ainsi la voie au retraitement des déchets étrangers, alors même qu'il avait promis pendant la campagne qu'aucun déchet ne franchirait les frontières. Dans ces circonstances, le mouvement antinucléaire, qui avait délégué son combat au gouvernement de gauche - il faut préciser que la lutte antinucléaire était aussi, en grande partie, une lutte droite/gauche - se trouve désorienté, déboussolé. Face au fait accompli, la critique de l'énergie nucléaire devient rapidement inaudible au niveau national. Dès 1982-83, EDF commence à se demander si ça vaut le coup de continuer les sondages d'opinion menés auprès de chaque site pour mesurer la tension sociale, tellement celle-ci s'avère stabilisée, en faveur du nucléaire.

Une nouvelle dynamique contestataire prend corps à la suite de l'accident de Tchernobyl, et du mensonge d'État sur l'exposition de la France. Mais le renouveau des critiques ne débouchera pas sur une mise en cause frontale de l'énergie nucléaire. Ce qu'on observe, d'ailleurs, après Tchernobyl, c'est que les critiques visent désormais plus le fonctionnement de l'État que l'énergie nucléaire elle-même. Les groupes militants nouvellement créés, comme la Criirad et l'Acro, vont notamment militer pour une réforme du système nucléaire, et par là, de l'État. Elles vont revendiquer un contrôle indépendant de la filière nucléaire, fonction qu'elles se mettront d'ailleurs à assurer progressivement. Elles vont réclamer de la transparence. Donc, contrairement à l'Allemagne et à l'Italie, où le *choix* du nucléaire est mis sur la table à la suite de l'accident de Tchernobyl, en France la demande porte sur un meilleur *contrôle* du nucléaire et de ses risques. Ce registre d'action va prédominer pendant une décennie environ.

Puis vers 1997, avec l'arrivée de la gauche plurielle au pouvoir et l'arrêt de Superphénix, le militantisme antinucléaire s'organise à nouveau au niveau national. Le Réseau Sortir du Nucléaire, rassemblant près de 800 ONG, collectifs ou mouvances politiques, est mis sur pied dans ce contexte pour relancer un mouvement national d'opposition à l'énergie nucléaire. Le Réseau va cependant vite se retrouver sur la défensive, face à l'offensive communicationnelle lancée par les industriels. Je pense notamment au fait qu'à partir de la fin de la décennie 1990, l'industrie nucléaire joue fortement la carte du changement climatique. L'énergie nucléaire est mise en avant pour son absence d'émission de gaz à effet de serre : elle serait LA filière énergétique « *écologique* » voire « *renouvelable* ». Certes, c'est un discours contestable et contesté, lorsqu'on prend en compte l'ensemble du « *cycle* » nucléaire. Certaines étapes de la production électronucléaire, notamment les phases d'extraction et d'enrichissement de l'uranium, mais aussi toute la chaîne de transport des matières et des déchets radioactifs, sont fortement émettrices de CO2. Il n'en reste pas moins que le discours de l'« *atome écologique* » s'est avéré très efficace et a très bien fonctionné, du moins jusqu'à Fukushima.

Contretemps - Comment analysez-vous l'état actuel de la critique portée à l'énergie nucléaire ? La situation française vous paraît-elle singulière de ce point de vue, en lien avec la puissance du secteur nucléaire ?

À l'heure actuelle, la critique de l'énergie nucléaire en France est, me semble-t-il, dans une phase de repli. La faiblesse des mobilisations suscitées par l'accident de Fukushima en témoigne. Une manifestation antinucléaire organisée à Paris deux jours après la première explosion a rassemblé à peine 300 personnes, alors que 60 000 personnes ont protesté contre le nucléaire en Allemagne pendant le même week-end. À vrai dire, depuis les explosions nucléaires japonaises, le gaz de schiste a par exemple mobilisé beaucoup plus de monde, avec plusieurs milliers de manifestants en Seine-et-Marne, dans la Drôme, etc. Il y a eu entre-temps le 25^e anniversaire de l'accident de Tchernobyl, mais le couplage Fukushima-Tchernobyl n'a pas non plus permis une mobilisation de masse.

Comment expliquer le fait que le mouvement antinucléaire, une fois passées ses heures de gloire, n'arrive plus à se redresser, alors même que bien de risques dénoncés dans les années 1970 sont désormais des catastrophes avérées ? Pourquoi les Français continuent-ils à faire confiance au nucléaire alors que les Allemands et les Italiens ont tout de suite dit « *si même les Japonais, connus pour leur excellence technologique, n'ont pas su maîtriser cette filière, nous ferions mieux de nous en passer* » ? On peut effectivement considérer, de ce point de vue, qu'il y a une singularité française qui est directement liée, me semble-t-il, à la toute-puissance du secteur nucléaire français. C'est ce que j'ai essayé de mettre en évidence dans ma recherche. J'ai cherché à montrer comment, en France, les voix critiques ont été transformées, cooptées, mais aussi intimidées voire réprimées grâce à des stratégies industrielles et gouvernementales très précises déployées depuis les années 1970. On devrait à mon avis essayer de comprendre la faiblesse des réactions au nucléaire dans cette perspective. L'argument classique est de dire que le nucléaire est une exception française au sens culturel, que les Français, très « *cartésiens* », aiment le nucléaire, point final. Ce n'est pas vrai en soi.

Contretemps - Dans votre travail, vous utilisez le concept de « *gouvernement (de) et (par) la critique* » : pouvez-vous expliciter ce que recouvrent ces caractérisations et en quoi elles permettent de saisir l'état présent de la contestation et/ou de la contre-expertise nucléaire contemporaine ?

C'est justement ce sur quoi je voulais revenir. Au fur et à mesure de l'avancement de mon enquête, je me suis rendue compte qu'on a affaire, depuis les années 1970, à une saisie systématique de la critique par les organismes nucléaires. On a affaire à une multitude de moyens employés par l'État et les industriels pour encadrer les critiques, pour convertir l'opinion publique à la cause nucléaire. C'est à partir de ce constat que je me suis attachée à réfléchir sur les formes et les outils du *gouvernement de la critique*. Ce que j'entends par la notion de gouvernement de la critique, en m'appuyant sur Foucault, c'est une série de stratégies, d'outils, de procédures et d'actions à travers lesquels les promoteurs techno-industriels cherchent à faire vivre, rendre durable et acceptable leur produit, malgré et envers les résistances de ceux qui en sont « *affectés* », comme bénéficiaires, copropriétaires des risques et éventuellement, victimes. Pour avancer dans cette direction, j'ai identifié sur quatre décennies, c'est-à-dire de 1968 à nos jours, une série d'instruments destinés à gouverner malgré, envers, et, dans certains cas, *par* la critique. Il s'agit principalement d'instruments économiques, juridico-administratifs, policiers, sociométriques, discursifs, communicationnels et participatifs.

C'est dans les années 1970 que la plupart des instruments directement destinés à

gouverner la critique sont élaborés et testés. Tout d'abord, le gouvernement par l'urgence constitue pendant cette période le cœur de l'action publique. Il faut construire tout de suite le programme électronucléaire pour rendre le plus rapidement possible les centrales nucléaires « *irréversibles* », pour estomper leur contestabilité. L'adoption de technologies sous brevet mais déjà « *éprouvées* », leur standardisation, ainsi que la centralisation de leur pilotage constituent quelques-unes des stratégies adoptées pour gérer au mieux l'agenda, pour organiser l'urgence.

D'autres instruments de gouvernement permettent de renforcer, pendant cette période, le pouvoir exercé par les organismes nucléaires sur les contestations. L'instrument administratif empêche une participation effective des acteurs critiques au processus décisionnel, avec par exemple des enquêtes publiques se déroulant au départ en trois semaines — pas plus — et ce dans la seule perspective de recueillir, à l'écrit, les « *questions* » des opposants, sans donc qu'il y ait une véritable visée consultative. L'instrument juridique quant à lui s'avère incomplet et inadapté. C'est ainsi que la quasi-totalité des plaintes déposées par les groupes antinucléaires contre les projets d'EDF seront refusées par les tribunaux. L'instrument économique permet lui de séduire les communes grâce aux dispositifs compensatoires sans que les groupes contestataires ne puissent mobiliser le même type de moyens. À Golfech par exemple, EDF a conclu en 1981-1982 un accord économique très important avec la commune pour faire accepter la centrale, tellement les réactions de rejet initiales étaient fortes, y compris du côté des élus.

L'instrument communicationnel, c'est-à-dire des campagnes d'information et de communication massives, joue aussi un rôle central pendant les années 1970. Le but est de gérer l'opinion publique, de la « *protéger* » contre la « *contagion* » écologiste — c'est précisément en ces termes que les organismes nucléaires réfléchissent pendant cette période. En outre, un instrument de surveillance s'appuyant sur les sciences sociales se met en place pour analyser et surveiller les contestataires, pour faire de « *l'adversaire* » un objet palpable et traçable. Les savoirs établis sur les contestataires permettront de les stigmatiser en tant que « *marginiaux* », « *idéologues* », « *irrationnels* ». On assiste ainsi, dès les années 1970, à l'élaboration de la « *responsabilisation* » individuelle en tant que forme de gouvernement, ce qui sera renforcé au cours des décennies suivantes. En d'autres termes, en disqualifiant publiquement la posture d'opposant au nucléaire sous prétexte que ça serait une posture allant à l'encontre de l'intérêt général, de la Nation — une posture irréaliste somme toute, les nucléaristes et les dirigeants dictent, à partir de cette période, ce qu'est un bon citoyen responsable, un bon consommateur voire un bon militant. Et ce, y compris à travers des politiques répressives et d'intimidation type Rainbow Warrior.

Enfin, un instrument statistique prend son essor à partir du début des années 1970 pour surveiller l'opinion, mais aussi pour fabriquer un « *public légitime* » face aux contestataires. Je rappellerai le fait que le nombre de sondages d'opinion, menés localement et au niveau international, s'accroît de façon exponentielle pendant cette période, avec de gros moyens financiers. Ce travail politique multiéchelle, entamé dans les années 1970, va avoir pour principale retombée la professionnalisation des outils de contrôle de l'opinion publique. Mais aussi, une fois implantées les centrales nucléaires, les industriels prennent acte des avantages liés à l'institutionnalisation des composantes les plus scientifiques, donc jugées les plus rationnelles, des critiques. À partir du début des années 1980, une partie de la critique, scientifique et syndicale notamment, est « *positivée* » et se voit intégrée aux sphères officielles. Alors qu'elle était un objet à gérer dans les années 1970, elle devient progressivement un outil de gestion au service non seulement d'un meilleur contrôle des risques mais aussi de la construction de nouvelles légitimités pour l'énergie nucléaire. Les

stratégies participatives et d'ouverture à la société civile vont se construire au cours de ce processus.

Ces enjeux constituent des dilemmes importants pour les groupes contestataires. Ils sont souvent sources de clivage. L'institutionnalisation de la critique par exemple, qui est un mouvement amorcé à partir du début des années 1980, pose problème à la critique antinucléaire, lorsqu'elle sert de moyen de dépolitiser celle-ci, lorsque la contre-expertise, qui est en grande partie associative, devient la forme dominante de la critique — ce qui était le cas pendant la décennie post-Tchernobyl. Bien sûr de fortes oppositions ont surgi aussi, mais plutôt localement, notamment autour des sites pressentis pour le stockage définitif des déchets. Mais sinon l'ambition était plutôt, pour les militants, de médiatiser régulièrement les problèmes, de lancer des alertes, donc d'essayer de déstabiliser de manière moins directe, plutôt à moyen et long terme qu'à court terme, l'industrie nucléaire. Néanmoins, il est vite apparu évident que le seul registre de l'alerte et de la vigilance, s'il permettait d'améliorer le contrôle de l'énergie nucléaire, ne pouvait pas suffire à lui seul pour sortir du nucléaire. D'où la démarche du Réseau Sortir du Nucléaire de réintroduire une posture d'opposition radicale.

Je dirais enfin que, si les stratégies de gouvernement des critiques existent bel et bien, il ne faut pas pour autant les considérer ni comme garant d'une domination prédéterminée par avance, ni comme des outils statiques. Les formes de gouvernement de la critique ont, au contraire, quelque chose de très dynamique, elles sont en renouvellement permanent, de la même manière que la critique se renouvelle. Plus précisément, il y a des tentatives perpétuelles de récupération de la critique, au sens de Luc Boltanski, mais la critique peut aussi s'adapter à ces tentatives, à condition de les évaluer, de faire un travail politique et réflexif.

Contretemps - Comment analysez-vous les réactions des opinions publiques et des gouvernements vis-à-vis de la catastrophe de Fukushima ? Est-ce que dans ce contexte vous percevez des mutations dans le statut de l'« expert », dans la forme et le mode d'insertion de ses interventions dans le débat public, dans l'adhésion, le scepticisme ou l'indifférence qu'elles suscitent ?

Les accidents en chaîne de Fukushima ont suscité des réactions variées en Europe et dans le monde. Ils ont provoqué une forte réaction de l'opinion publique dans des pays comme l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche. Beaucoup moins dans des pays comme la France ou la Finlande, où un EPR est en cours de construction. Une enquête d'opinion internationale réalisée juste après les accidents nucléaires japonais révèle que l'opinion publique française reste parmi les plus favorables au nucléaire (58 %). Selon cette même enquête, curieusement, les Chinois arrivent en tête des peuples pronucléaires avec 70 % de l'opinion favorable, et ce malgré le fait qu'ils aient subi de plein fouet le nuage radioactif. Les Russes, malgré Tchernobyl et Fukushima, semblent eux aussi plutôt favorables au nucléaire (52 %). Une autre chose étonnante : même au Japon, la proportion de ceux qui restent toujours favorables à l'énergie nucléaire ne semble pas négligeable. Selon cette enquête, elle serait de l'ordre de 40 %. À l'autre extrémité, les Allemands, les Italiens, les Autrichiens apparaissent comme les éternels adversaires, avec une opinion antinucléaire exprimée de l'ordre de 90 % pour l'Autriche par exemple. Mais il faut bien sûr aborder ces chiffres avec précaution, étant donné que la manière dont les questions sont posées détermine directement les réponses recueillies lors d'un sondage. Si l'on regarde par exemple les sondages d'opinion nationaux réalisés après Fukushima, ceux commandés par EDF concluent à une majorité pronucléaire, avec un détail qui est que cette « majorité » correspond souvent à « 51% de Français » pendant les moments délicats comme

Tchernobyl ou Fukushima ! Les sondages commandés par Europe Ecologie pendant la même période indiquent, quant à eux, une majorité antinucléaire.

Pour revenir aux retombées politiques des accidents de Fukushima, l'industrie nucléaire a globalement reçu un coup dur, très dur, probablement autant qu'à la suite de l'accident de Tchernobyl. L'Allemagne d'Angela Merkel a décidé la sortie définitive du nucléaire alors qu'il y a quelques mois encore, cette dernière y était favorable. La Suisse a pris une décision surprise qui est celle d'une sortie progressive du nucléaire. Les Italiens quant à eux ont, par le référendum du 12 juin dernier, dit encore une fois non au nucléaire, et ce à la grande déception du gouvernement de Berlusconi.

Cependant les réactions officielles sont tout à fait différentes dans des pays émergents qui voient encore l'énergie nucléaire comme le moyen moderne de permettre une croissance industrielle très énergivore. Le gouvernement turc par exemple persiste dans son ambition de nucléariser le pays, alors qu'il s'agit d'un pays hautement sismique. L'AKP (le parti au pouvoir) n'a pas renoncé aux sites sismiques initialement prévus pour l'implantation des réacteurs ; il n'a d'ailleurs même pas renoncé à ses négociations avec Tepco, qui gère Fukushima, et il envisage encore d'acheter des centrales nucléaires japonaises. La Chine mène une politique nucléaire qui va dans le même sens. Bien qu'elle ait été directement menacée par le nuage radioactif japonais, elle n'a presque rien modifié à son plan nucléaire qui prévoit de quadrupler la capacité actuelle dans la décennie à venir.

Enfin, en France, la réaction du gouvernement a été, comme on le sait, de réaffirmer la pertinence et le caractère vital du choix nucléaire français. On se rappellera la célèbre phrase prononcée par le président de la République quelques semaines après les explosions, à savoir que « *sortir du nucléaire reviendrait à se couper un bras* » ! L'État vise ainsi à éviter toute remise en cause du choix nucléaire. Il prétend plutôt, depuis le début des accidents de Fukushima, que tout serait une affaire d'expertise et de compétence ; que la France, connue pour ses prises de positions contre les centrales *low-cost*, n'aurait rien à craindre ni à se reprocher. Les experts sont mis en avant dans ce cadre, en particulier l'Autorité de Sûreté de Nucléaire — que certains aiment appeler « *gendarme du nucléaire* » — pour rassurer l'opinion publique, pour affirmer que les centrales nucléaires sont et seront parfaitement contrôlées et surveillées. Dans cette phase, on a vu d'ailleurs que l'Autorité de Sûreté Nucléaire a parfois eu des prises de position inattendues. C'est intéressant. Vers fin mars le directeur de l'ASN, André Lacoste, a déclaré par exemple qu'un moratoire sur l'EPR ne pouvait pas être exclu. Il a ainsi plus ou moins démenti les porte-paroles du gouvernement qui ne veulent pas entendre parler d'un tel moratoire.

Quelques jours plus tard, lors d'une audition publique à l'Assemblée, Lacoste a fait une déclaration quelque peu troublante. Il a reconnu que les scénarios de catastrophe en cumul, c'est-à-dire ceux qui incluent par exemple un séisme suivi d'un tsunami, comme au Japon, n'étaient pas pris en compte dans la conception des centrales nucléaires françaises. Ce n'est pas rien ! Mais cette reconnaissance officielle des lacunes de sûreté ne suscite pas forcément d'émotion au sein du public. Peut-être parce qu'on ajoute tout de suite que, de toute façon, il n'est pas possible d'avoir en France un enchaînement de catastrophes naturelles tel que les Japonais l'ont subi. L'État et ses experts assurent aussi qu'ils vont tirer toutes les leçons de Fukushima, que les scénarios d'accident seront multipliés, qu'ils vont désormais penser l'impensable, que les mesures de sûreté seront renforcées. Voilà un discours qui passe bien, ou qui n'a pas, en tout cas, suscité de réactions hostiles de manière massive. On n'a pas eu des milliers de gens disant : « *Mais même si vous arriviez un jour à penser tout ce qui est impensable et à maîtriser le tout, ce qui est loin d'être sûr, que fait-on entre-temps, que fait-on si des cataclysmes arrivent entre-temps, puisque vous*

dites que les centrales à l'heure actuelle ne vont pas résister à plusieurs chocs survenant simultanément ? » Dans ce sens, on ne peut pas parler, me semble-t-il, d'une grande méfiance du public ou de l'opinion publique vis-à-vis des experts ou de l'État dans cette période post-catastrophe.

Les experts nucléaires sont peut-être même de moins en moins contestés. Ce n'est bien sûr qu'une hypothèse, qui appelle à être confirmée. Je l'avance car, comme tout le monde le sait, après la catastrophe de Tchernobyl le monopole du SCPRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants, alors dirigé par le très contesté professeur Pellerin) et sa culture de secret avaient suscité beaucoup de réactions. On n'a pas traversé le même type de crise après la catastrophe de Fukushima. Il est vrai qu'avec le « *retour d'expérience* » de Tchernobyl, les pouvoirs publics comme les industriels ont cette fois-ci joué à fond la carte de la transparence. L'IRSN et l'ASN ont rassuré le public dès le premier jour, en disant qu'ils allaient tout mettre en œuvre pour donner le maximum d'informations aux Français. Les ministres ont mobilisé le même type de promesses, tout en continuant à minimiser ce qui se passait à Fukushima (avec le ministre de l'Industrie refusant de parler d'« *accident* », par exemple). Le PDG d'EDF, Henri Proglio, déclarait quant à lui à la télévision, quelques jours après les explosions japonaises, que l'industrie nucléaire était « *l'industrie la plus transparente* » de toutes. Bien sûr, des ONG comme la Criirad ont contesté cette prétention officielle à la transparence. Mais au fond, il me semble que ce discours qui consiste à dire « *nos experts sont transparents ; ils vont tout mettre en œuvre pour parfaire la sûreté de nos centrales* » continue à être efficace.

Je crois que le mode d'intervention des experts dans les médias n'a pas forcément subi de changement profond avec Fukushima. Il me semble que c'est toujours un ou deux porte-parole prédésignés, comme M. Lacoste de l'Autorité de sûreté nucléaire, M. Repussard de l'IRSN, Mme Lauvergeon d'Areva, M. Proglio d'EDF, qui prennent publiquement parole, ce qui est une manière de réduire au maximum la cacophonie, les voix discordantes, ce qui pourrait nuire à leur crédibilité.

Par contre, avec Fukushima, on observe une certaine mutation dans le mode d'intervention des contre-experts comme la Criirad. C'est en fait la première fois que cette association a été amenée à faire des recommandations au public au niveau national, un peu à l'instar de l'IRSN, en alternative à celui-ci. Au moment où le nuage radioactif japonais devait arriver en France, la Criirad a publié des communiqués plus ou moins rassurants en disant qu'il ne serait probablement question que d'un impact sanitaire négligeable, même s'il faut rester vigilant. La Criirad aurait pu ne pas prendre position et choisir plutôt de continuer à critiquer la politique officielle d'information et de protection du public, mais avec Fukushima elle a franchi le cap, elle s'est posée au même niveau que l'IRSN, avec d'ailleurs un discours qui dans un premier temps convergerait avec celui de ce dernier.

On peut expliquer ce choix de se poser en expert en santé publique par les très nombreuses sollicitations, demandes, coups de fils de mères inquiètes pour leurs enfants, etc. qu'a reçus la Criirad. Mais en même temps, ce n'était pas, me semble-t-il, une mission aisée, une posture facile, dans la mesure où la Criirad n'a pas les mêmes moyens que l'État pour proposer une expertise satisfaisante pour toutes les régions de la France, par exemple. Sa mission n'est pas non plus, du moins pour certains de ses militants, de substituer à l'IRSN. C'est pourquoi l'association a assez rapidement mobilisé, en parallèle, un registre de dénonciation, en pointant d'abord le peu d'information diffusé par le gouvernement américain, à propos des retombées radioactives enregistrées chez eux ; en critiquant ensuite, au niveau national, l'IRSN, qui aurait sous-évalué les retombées.

Contretemps - C'est tout le cycle de l'industrie nucléaire qui a retenu votre attention, et notamment l'extraction de l'uranium. Vous avez étudié en particulier l'essor de la contestation, par les populations locales, de l'exploitation par Areva des mines nigériennes d'Arlit et d'Akouta. Pouvez-vous revenir sur ce mouvement social relativement peu connu en France, et sur ses interactions avec des ONG françaises comme la Criirad et Sherpa ? Peut-on analyser les discours et les actes d'Areva vis-à-vis de cette contestation à l'aune de son engagement en faveur d'une « Responsabilité sociale et environnementale » des entreprises ?

Les controverses sur les mines d'uranium nigériennes, exploitées en grande partie par Areva, ont gagné l'espace médiatique français et international au début de l'année 2000. Avant, on ne parlait quasiment jamais de ces mines, alors que l'essentiel de l'uranium qui alimente les centrales nucléaires françaises vient du Niger, alors que la France doit en quelque sorte son « *indépendance énergétique* » aux miniers nigériens qui extraient, dans des conditions très contestées, l'uranium dont nous dépendons. À l'origine des contestations surgies autour des mines d'uranium nigériennes se trouvent une dizaine de travailleurs des sociétés minières qui, vers 1999, décident d'alerter l'opinion publique face à des maladies et des décès devenus de plus en plus visibles chez les mineurs mais aussi dans la population locale.

Une association appelée Aghirin'man, ce qui veut dire « bouclier humain » en touareg, émerge dans ce contexte, en partie parce que les syndicats ne s'occupent quasiment pas du problème de santé des travailleurs. L'arrivée de l'internet à Arlit vers 2002 facilite la création rapide de réseaux, et c'est ainsi qu'Aghirin'man lance une alerte internationale et parvient à attirer l'attention de deux ONG françaises. L'une d'entre elles est la Criirad, un laboratoire indépendant de radioactivité créé pour réagir au « *mensonge* » de Tchernobyl. L'autre est Sherpa, une association de juristes qui s'occupe des dégâts environnementaux et sanitaires générés par les entreprises multinationales dans les pays du Sud. Cette dernière s'est fait connaître notamment avec le rôle central qu'elle a joué dans l'affaire Total en Birmanie. A la demande d'Aghirin'man, la Criirad et Sherpa ont organisé, fin 2003, une mission d'expertise environnementale et sanitaire. Cela s'est très mal passé, notamment pour la Criirad, dont les appareils ont été confisqués à Niamey. Les membres de l'association ont quand même pu faire quelques observations sur place. Ils ont discrètement fait des prélèvements de terre, d'eau ; ils ont récupéré des objets contaminés. La Criirad a ainsi révélé des niveaux de contamination assez élevés, pour l'eau potable notamment. Elle a par ailleurs mis en évidence le laxisme qui caractérise la gestion — ou plutôt l'absence de gestion — des matériaux contaminés, des résidus miniers, etc. Il semble par exemple que les ferrailles contaminées sont revendues sur le marché ou dispersés dans l'environnement, à portée des enfants qui jouent avec, ce qui est évidemment scandaleux. Sherpa a mené un autre type de travail. Moyennant des entretiens avec les travailleurs et les anciens travailleurs des mines, il a dressé un bilan sanitaire, certes incomplet mais tout à fait nouveau et riche d'enseignement. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de ces mines, les Nigériens mais aussi les Français entendaient parler du fait que jusqu'aux années 1980, c'est-à-dire pendant plus de deux décennies, les miniers d'Arlit avaient travaillé sans aucune mesure de protection ou presque. On apprenait aussi que les hôpitaux de la région d'Arlit n'avaient paradoxalement enregistré aucune maladie professionnelle, alors que selon l'alerte lancée par Aghirin'man les maladies et les décès étaient nombreux. Enfin Sherpa mettait en évidence le fait que les hôpitaux miniers n'étaient pas vraiment équipés pour détecter les maladies radioinduites telles que les leucémies ou les cancers du poumon, alors qu'ils étaient équipés pour détecter le HIV par

Comment tout cela s'articule-t-il avec la « *Responsabilité sociale et environnementale* » dont Areva se réclame ? Il faut préciser que la controverse autour des mines d'uranium nigériennes a vu le jour à un moment où Areva intensifiait justement ses campagnes de communication sur le nucléaire « *écologique* » et « *transparent* ». Les filiales d'Areva au Niger, Somaïr et Cominak, communiquaient elles aussi largement sur leur responsabilité sociale et environnementale, en vantant les certifications ISO14000 qu'elles ont récemment obtenues. L'écart s'est vite creusé entre le discours industriel et le discours militant, entre les faits dénoncés par les ONG nigériennes et françaises et les faits relatés par les sociétés minières, à savoir que les mines nigériennes seraient exemplaires du point de vue des critères environnementaux et sociaux. En partie à cause de cela, la controverse s'est fortement durcie. Au départ elle relevait d'un lancement d'alerte sanitaire. Petit à petit, la dénonciation du « *pillage et du sacrifice de tout un peuple* » s'est généralisée. Loin de provoquer des démarches dialogiques ou participatives, alors même qu'Areva vantait et vante sans cesse sa politique « *d'ouverture à la société* », la controverse a pris une dimension très conflictuelle, avec des manifestations massives, des boycotts, des révoltes, des répressions et des violences multiples.

Ce gouffre très profond entre discours industriel et dénonciations publiques mérite, à mon sens, une attention particulière de la part des chercheurs en sciences sociales comme des militants de la démocratie. Il faut prendre très au sérieux ce gouffre, quand bien même on n'a pas en tant qu'analyste les moyens de mener une enquête approfondie parce qu'il s'agit, avec Arlit, d'une zone troublée et difficile d'accès.

Quand on regarde de près le cas nigérien, cela nous met en face d'une situation où les problèmes liés au nucléaire s'avèrent sans commune mesure avec ceux dénoncés dans le contexte français. Il s'agit de dégâts environnementaux et sanitaires fortement aggravés mais aussi de très graves problèmes d'ordre démocratique, tel que le secret médical poussé à l'extrême, la répression des ONG, voire l'incitation à des conflits armés. Une telle configuration s'appuie sur une gestion très particulière des territoires et des populations. Elle se caractérise par un contrôle accru des ressources premières et énergétiques de la région où Areva est implantée. L'uranium est certes le premier concerné dans ce cadre mais d'autres ressources doivent également être mentionnées, notamment l'eau et l'électricité. Elles sont gérées par Areva et il n'est pas étonnant qu'elles soient destinées en premier lieu à l'alimentation des mines. Quant aux questions de santé, la population d'Arlit se soigne dans deux hôpitaux miniers, créés et exploités par Areva. Les médecins et le personnel qui y exercent sont des salariés de la Somaïr et de la Cominak. On constate surtout que ces hôpitaux sont de véritables constructions « *politiques* » au sens de l'historien de la technique Langdon Winner. Ils répondent bien aux exigences de la médecine générale mais manquent paradoxalement des moyens pour le dépistage de la plupart de maladies spécifiques pouvant être attribuées à l'uranium.

C'est ce minerai précieux qui détermine l'organisation sociale des villes, de leurs hôpitaux et de leurs infrastructures. Les populations locales sont rendues fortement dépendantes des sociétés minières, non seulement sur un plan économique, de travail et de satisfaction de leurs besoins vitaux, mais aussi en termes d'information sur les risques. Est éliminée toute preuve susceptible d'établir un lien de cause à effet entre l'uranium et les diverses maladies observées chez les travailleurs et les populations locales. Les contre-expertises indépendantes sont entravées voire réprimées, comme le montre la confiscation du matériel de la Criirad en 2003. Les sociétés minières agissent dans ce cadre en tant que véritables gestionnaires de la preuve, alors que l'État nigérien échoue dans son rôle de

Contretemps - L'un des aspects les plus marquants de votre travail concerne l'élaboration et la mise en circulation de techniques de « *gouvernement participatif* » destinées à gérer les conséquences d'une catastrophe nucléaire sur les populations locales. Pouvez-vous nous dire ce que vous entendez par là ? Ces techniques, élaborées notamment par des experts français pour la région de Tchernobyl, ont-elles vocation à être généralisées et à s'appliquer en cas de catastrophe nucléaire majeure ailleurs dans le monde ? A quelles conceptions du gouvernement (des hommes, des choses) correspondent-elles selon vous ?

Il y a beaucoup de choses à dire. On le sait, la participation du public est devenue aujourd'hui un « *impératif* », pour reprendre une formule célèbre de Loïc Blondiaux et Yves Sintomer. Les industriels comme les pouvoirs publics prétendent désormais être participatifs, dialogiques, ouverts à la société civile. Toute une ingénierie de la participation est ainsi mobilisée. Et elle fait apparaître une gamme de pratiques très hétérogènes, ayant des finalités variées. Je me suis intéressée aux démarches participatives mises en place pour proposer une nouvelle forme de gestion des territoires contaminés par l'accident nucléaire. C'est à partir de la deuxième moitié des années 1990 qu'est conçue toute une série de projets dits de réhabilitation participative.

Ces projets sont implémentés essentiellement dans des villages biélorusses contaminés par l'accident de Tchernobyl. Ils sont menés, sous le label « *Ethos* », par un groupe d'experts et de consultants français proches des milieux nucléaires. La démarche d'*Ethos* insiste sur la nécessité d'impliquer les « *parties prenantes* » dans la gestion de leur problème, qui est au fond celui de vivre avec la radioactivité de manière quotidienne, vivre donc face à un risque généralisé et permanent. C'est la triste réalité des zones sinistrées par l'accident de Tchernobyl. Un quart des territoires biélorusses est hautement contaminé, et ce pour des centaines, voire des milliers d'années. Ceux qui continuent à y vivre n'ont souvent pas le choix — ils n'ont pas les moyens de se loger ailleurs. Au moment de l'éclatement de l'URSS, l'État biélorusse envisageait de condamner un grand nombre de zones non évacuées initialement par Moscou. Mais ce projet a en partie échoué. Les coûts d'une telle mesure se sont avérés exorbitants. Sans parler du fait que, de toute façon, il ne restait finalement pas beaucoup de lieux propres. Il faut savoir qu'au début des années 1990, les mesures compensatoires, dont les relogements, correspondaient à 22 % du budget de l'État biélorusse. Et même un tel effort national n'aura pas suffi pour résoudre les problèmes, pour offrir à tous des conditions de vie saine.

Il y a encore beaucoup de personnes exposées au risque radioactif de manière quotidienne. Certaines d'entre elles sont des victimes potentielles, au-delà des victimes avérées donc. C'est pourquoi on devrait reconnaître que les conséquences sanitaires de cette catastrophe continuent de s'aggraver chaque jour. Le sociologue Guillaume Grandazzi parle de « *catastrophe en devenir* » pour souligner cette dimension – incroyable – qui caractérise l'accident nucléaire. Bien entendu, on l'a une fois de plus expérimenté avec Fukushima, qui lui aussi est une catastrophe en devenir, une catastrophe qui est loin d'être terminée, qui continuera à s'aggraver au-delà de la phase des explosions en chaîne.

Pour revenir aux démarches participatives type « *Ethos* », leur but principal est d'orienter la conduite des individus, leur rapport à l'environnement, au risque, à l'espace, au temps, aux experts, à l'Etat, voire à eux-mêmes. Un mot d'ordre du projet *Ethos* consiste à dire que les victimes doivent désormais abandonner leur mentalité de victime pour prendre en charge leur propre destin, pour devenir maître de leur vie, pour s'engager dans un processus

d'émancipation — ou d'*empowerment* si on veut, pour ne plus tout attendre de l'État. C'est donc au fond un programme de responsabilisation des individus face à la vie contaminée qui s'impose à eux. Cette « *responsabilisation libératrice* », pour reprendre la formule d'Émilie Hache, passe par des formations – des formations à la mesure de la radioactivité moyennant un compteur Geiger par exemple ; elle passe par des démarches d'optimisation des conduites, des ingestions d'aliments etc.

Une mesure-phare d'Ethos était de redéfinir et de recatégoriser tous les lieux et les aliments des villages biélorusses contaminés selon leur « *charge radioactive* ». L'idée est de dire par exemple que ce n'est plus le goût ou la valeur nutritionnelle d'un légume qui compte, c'est sa capacité à absorber la radioactivité. Vous mangerez plus de riz et moins de champignons, non plus parce que vous préférez le goût du premier mais parce qu'il est moins contaminé. *Idem* pour les lieux qu'on fréquente de manière quotidienne. Ainsi par exemple il *faut* passer moins de temps dans la forêt car les bois sont hautement contaminés. Si ça vous arrive d'y rester plus longtemps que prévu parfois, il faut compenser cela en restant un peu plus chez vous, en sortant un peu moins dans les jours à venir etc. Et cela en sachant que même chez vous, la distribution de la radioactivité n'est pas forcément homogène ; il faut bien repérer quelles sont les pièces les moins contaminées et rester le plus longtemps possible dans celles-là ; il faut éviter au contraire de rester trop longtemps dans la pièce où vous avez mis le poêle par exemple, étant donné que le poêle brûle du bois venu de la forêt. Un plan d'optimisation est pensé même pour le bétail, pour le foin qu'il consomme, qui est souvent contaminé lui aussi. Il s'agit de dire par exemple qu'on va donner aux vaches du foin propre lorsqu'elles donnent du lait, et du foin contaminé lorsqu'elles n'en donnent pas, notamment pendant la période de vêlage. Les villageois sont donc invités à adopter ce type de raisonnement, ils sont invités à adhérer à cette nouvelle rationalité qui est qu'on ne peut rien éviter complètement mais par contre qu'on peut optimiser, ajuster, contrôler.

Ainsi, d'une certaine façon, la notion d'interdit disparaît. Elle cède la place à la vigilance, au calcul, à l'optimisation. Tout cela participe au fond à la construction d'un univers radicalement nouveau. Le langage est fortement retravaillé dans ce contexte. On parle par exemple de « *budget annuel d'incorporation* » pour dire que chacun doit imaginer qu'il dispose en quelque sorte d'un « *budget* » pour consommer les aliments radioactifs. Il doit imaginer que s'il dépasse trop son budget, s'il est un consommateur peu réfléchi et extravagant, s'il n'optimise donc pas les choses, il aura des problèmes, pour sa propre santé, de la même manière qu'il aurait des problèmes, économiques ceux-là, s'il dépassait la limite maximale autorisée pour sa carte de crédit ! On façonne donc les comportements, on individualise la gestion des risques, on dilate les responsabilités. Certains pourraient dire, ainsi, que si les gens sont responsables ils vont tomber moins malades et qu'inversement s'ils tombent malades, c'est un peu de leur faute, car ils n'ont pas été suffisamment responsables, ils n'ont pas suffisamment optimisé, maîtrisé leurs gestes etc.

Ce type de philosophie est, me semble-t-il, tout à fait en phase avec la tendance actuelle qui consiste à privatiser la gestion des affaires sociales, à alléger la charge de l'État au profit d'une responsabilisation des individus. Cela permet entre autres de réduire les dépenses. Pour cette raison probablement, la démarche « Ethos » a eu un franc succès auprès des gouvernements, des industriels, des organismes européens et internationaux dont la Banque mondiale.

Pour terminer, je dirai aussi un mot sur le dernier point que vous avez soulevé, en demandant si ce type de dispositif avait vocation d'être généralisé pour devenir LA norme dans la prise en charge des conséquences des catastrophes nucléaires. Je dirai qu'en

Europe en tout cas, c'est un peu la tendance depuis 2001 environ. Les premiers projets Ethos ont engendré toute une série de nouveaux programmes comme Core, Sage, Parex etc. Donc en tant que forme de gestion post-accidentelle préconisée au niveau des États, les dispositifs de réhabilitation dite participative sont effectivement pressentis, pour le moment en tout cas, comme une voie très prometteuse. On les présente comme une manière « *prudente* » et « *responsable* » de préparer l'après-catastrophe, en attendant donc la catastrophe. Mais est-ce que, sur le terrain, un tel dispositif peut être durable, viable ? Je ne le pense pas vraiment, je ne pense pas qu'un tel conditionnement des gens, au niveau individuel, à travers les méthodes d'optimisation, puisse mobiliser des masses de façon continue. Cela demanderait un travail de formation très suivi, et de très grande envergure. Il faudrait ensuite assurer la durabilité des pratiques, des formes de vigilance.

Or, quand on est soumis à des conditions de vie aussi lourdes, on a plutôt tendance à les oublier ou à les ignorer, à vouloir croire que la catastrophe est derrière, à vouloir agir comme avant. C'est la fameuse dissonance cognitive. Car c'est trop lourd à supporter sinon. Mais il y a aussi un autre problème qui me paraît central. Pourquoi les gens accepteraient-ils de gérer tout cela, alors que ce n'est pas forcément eux qui ont pris les décisions en faveur du nucléaire, et donc en faveur d'un éventuel accident survenu dans un réacteur nucléaire ? D'ailleurs n'a-t-on pas, avec les approches type « Ethos », affaire à un dispositif destiné à rendre acceptable la catastrophe nucléaire en prétendant que des solutions — participatives — existent désormais pour gérer au mieux l'accident ? En d'autres termes, n'est-on pas face à une machine à normaliser le mal, à présenter le monde radioactif comme un destin, une finalité, et non pas comme quelque chose qu'on choisit et qu'on peut encore décider de ne pas choisir, ne pas vouloir ? Tel est, me semble-t-il, le principal problème politique et moral auquel nous devons nous confronter de façon collective, si nous voulons mener une réflexion sérieuse sur l'après-catastrophe telle que la préparent aujourd'hui nos dirigeants.

Sezin Topçu est historienne et sociologue des sciences et des techniques. Elle est auteure d'une thèse de doctorat intitulée *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome. Critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008)* (EHESS, 2010).

Propos recueillis par Fabien Locher.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.